

Soutien aux travailleuses et travailleurs du **SIAO DE PARIS EN GRÈVE !**

Depuis le 23 juin 2026, des salarié-es du Samu social de Paris, recruté-es en tant qu'écoutant-es du 115, se sont mis-es en grève après plusieurs alertes adressées à leur direction sur l'importance des risques psycho-sociaux.

Le gouvernement est pleinement responsable de la situation. De multiples plans, guides et autres documents constatent le manque « d'attractivité » des métiers du social, mais sans jamais évoquer la question salariale !

De plus, si les salarié-es du 115 se sont mis-es en grève c'est parce qu'on en fait les courroies de transmission d'une politique sociale incohérente et inadaptée aux personnes et familles à la rue. Les mêmes logiques comptables mettent aujourd'hui les 115 sous tension dans des territoires déjà exsangues, à Marseille, Nantes et partout en France, où se multiplient les injonctions de remise à la rue de ménages en plein été. La sacro-sainte « fluidité » des dispositifs d'hébergement et l'accès à des places d'hébergement en nombre suffisant resteront voués à l'échec, tant que la politique de l'accès au logement ne reposera pas sur des objectifs clairs et des moyens suffisants. Ces dispositifs, à la croisée des politiques du logement et de l'accueil des migrants sont sujettes à de constantes instrumentalisation politiques, dans une logique de contrôle social et de défiance croissante à l'égard des populations étrangères.

Tant que des personnes et familles n'auront pas d'autre choix que de se « terroriser » dans les centres d'hébergement pour espérer un jour une régularisation au bon vouloir du préfet, il n'y aura pas de fluidité. Tant que l'accès au logement restera à la main des propriétaires rapaces, il n'y aura pas de fluidité. Tant que l'État cherchera à réduire ses dépenses au profit du grand patronat, il n'y aura pas de fluidité et le Conseil d'État continuera à interpréter l'accès à l'hébergement d'urgence à l'aune des moyens actuellement déployés, quand bien même ils sont inadaptés aux besoins de mise à l'abri !

Les personnels des administrations déconcentrées (DREETS, DRHIL et DDETS) chargés de piloter et financer la politique d'urgence sociale doivent composer entre des instructions toutes plus incohérentes les unes que les autres : entre plan fluidité conduit par le ministère du Logement et durcissement des conditions de régularisation (circulaire Retailleau), l'équation est insoluble ! Entre demande de maintien de la capacité d'hébergement et baisse des crédits, le travail perd de son sens. De plus, la politique de réduction des dépenses provoque des départs non-remplacés, mais les objectifs et les tâches ne diminuent pas !

Moins d'agents en DDETS/DRHIL, c'est moins de temps à consacrer aux associations mettant en œuvre la politique d'hébergement, moins de solutions trouvées et finalement moins de fluidité !

Le SNASS-CGT apporte son soutien aux revendications des salarié-es du Samu social de Paris dans leur lutte pour une augmentation générale des salaires et pour ne plus subir les injonctions paradoxales d'une politique sociale inconséquente et dénuée de stratégie !

Le SNASS-CGT soutient la régularisation des travailleurs sans-papier et une politique d'accès au logement libérée de la prédation des propriétaires privés !

Vous pouvez apporter votre soutien aux salariés grévistes du Samu Sociale de Paris en faisant un don à leur caisse de grève : <https://www.helloasso.com/associations/union-syndicale-cgt-du-commerce-et-des-services-de-paris/formulaires/5>

Syndicat National des Affaires Sanitaires et Sociales CGT

Ministère de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP

syndicat-cgt-snass@sante.gouv.fr

<https://www.snass-cgt.fr/>

<https://www.facebook.com/snasscgt>

ADHÉRER :

